

N'ajoutons pas un désastre économique au drame d'Ebola

ETIENNE GIROS / PRÉSIDENT DÉLÉGUÉ DU CIAN | LE 05/09 À 06:00

La propagation du virus Ebola terrifie, bien davantage que celle d'autres pandémies : sur les quatre pays africains les plus touchés (Guinée, Sierra Leone, Liberia, Nigeria), déjà 1.600 morts d'après l'OMS, un taux de mortalité de 90 %, aucun remède connu à ce jour. Et un environnement africain particulièrement propice à la diffusion du virus : les habitudes de vie - contacts corporels, consommation de viande de chasse -, la forte proportion de population vivant en brousse ou en forêt, la faiblesse du système de santé, la défiance des citoyens vis-à-vis des dirigeants et la porosité des frontières terrestres. Tous les ingrédients sont réunis pour conduire à la psychose.

Depuis quelques semaines, on constate une sorte d'état de panique qui entraîne la prise de mesures extrêmes, inefficaces et pénalisantes pour l'économie telles que l'interdiction d'accostage ou la mise en quarantaine de navires, la suppression de liaisons aériennes (jusque entre la Corée du Sud et le Kenya, pays non infecté !), la demande de départ de certains ressortissants, la fermeture de frontières officielles alors qu'il existe des milliers de points de passage non contrôlés, ce qui pénalise les échanges formels sans améliorer la protection. S'y ajoutent des décisions irrationnelles parmi lesquelles l'annulation d'une visite sportive américaine au Sénégal à la mi-août, alors que ce pays n'était pas touché, et de missions économiques en Afrique du Sud, située à 5.000 kilomètres du premier foyer d'infection.

Les conséquences de telles décisions se font d'ores et déjà sentir. Les volumes d'affaires sont en forte baisse (dans le commerce, l'hôtellerie, la production locale) impactant l'emploi, la viabilité des entreprises et les recettes fiscales. On constate une pénurie de certains biens de consommation et des intrants nécessaires à la production locale, et une flambée des prix des biens de première nécessité. Enfin, ces mesures entravent directement la lutte contre le virus Ebola en faisant obstacle aux relèves des ONG et aux évacuations sanitaires, et en créant une défiance des familles. Donald Kaberuka, le président de la Banque africaine de développement, estime l'impact sur la croissance de la région à - 4 %.

Cette panique est en train d'ajouter une crise économique à la crise sanitaire, dans un continent considéré comme un relais de croissance mondial. La restriction des échanges ne réduira pas le risque de pandémie, mais au contraire rendra la vie des gens encore plus difficile. La psychose n'arrêtera pas le virus !

En dépit de l'ampleur du défi, ne cédon pas à la panique, ne dramatisons pas inutilement. Conservons notre calme et raisonnons logiquement, sans nous réfugier dans des postures politiques ou d'image. L'objectif de tous doit être de bloquer la propagation du virus, et non pas de se protéger d'éventuelles critiques ultérieures. Les décideurs, qu'ils soient publics ou privés, ne doivent pas chercher à s'exonérer de leur responsabilité en appliquant avec excès le principe de précaution. Ils doivent mettre toute leur énergie à informer et à sensibiliser les populations pour qu'elles prennent les mesures efficaces, simples et peu coûteuses connues de tous.

Le CIAN a interrogé les entreprises françaises implantées en Afrique dans les régions touchées. Elles ont toutes pris des mesures de bon sens qui ont permis la poursuite de leur activité et le maintien des effectifs, y compris des expatriés à leur retour de congés. Du fait de cette vigilance déterminée mais calme, nos entreprises n'envisagent pas de restreindre leur présence en Afrique, confirmant ainsi leur conviction en la capacité du continent à surmonter cette épreuve.

Etienne Giros

Etienne Giros est président délégué du CIAN (Conseil français des investisseurs en Afrique)